



Les œuvres universitaires, encore

Au niveau du ministère de l'Enseignement supérieur, certains cadres n'arrivent toujours pas à comprendre pourquoi la tutelle ne réagit pas face à ce qu'ils considèrent comme une mauvaise gestion de l'Onou (Office national des œuvres universitaires). En effet, ces derniers temps, plusieurs affaires ont secoué des directions de ce département (DOU). L'actuel DG de l'Onou continue d'exercer ses fonctions malgré l'absence de dérogation de la part de la Fonction publique, dénoncent les cadres, outrés par cette situation.

DIGOUTAGE

Par Arris Touffan

Enfants d'Octobre

L'Instance de concertation et de suivi de l'opposition (Icso) a vraiment le sens de l'euphémisme hyper-aiguisé. En prenant à témoin l'opinion publique nationale du «recul démocratique» qui caractérise le pays, elle répète une partie de l'évidence. Ce n'est pas qu'un recul, c'est une annihilation démocratique. Que reste-t-il d'Octobre 1988 ? Sans doute une armada de sigles de partis anesthésiés ou manipulés à outrance et la mémoire d'un désenchantement.

A. T.

arrisetouffan@yahoo.fr

Révocation de l'ex-directeur de la Muteg

Tenue en présence du ministre de l'Energie et du P-dg de Sonelgaz, l'Assemblée générale de la Muteg (Mutuelle générale des travailleurs des industries électriques et gazières) a confirmé le rejet du bilan financier et comptable de l'année 2015 et la révocation de l'ex-directeur de la Muteg.



L'Icso et la liberté de culte

Dans le mémorandum faisant l'inventaire de toutes les dérives et autres atteintes aux diverses libertés constatées ces derniers temps, que l'Icso vient d'adopter lundi, il n'y a pas trace des atteintes aux libertés de culte que bien de membres de cette Instance de l'opposition n'ont cessé de relever et de dénoncer. Renseignement pris, il ne s'agit nullement d'un quelconque oubli mais bel et bien du résultat d'un forcing des partis islamistes qui ont, à la toute dernière minute, supprimé du document élaboré par une commission technique, un passage afférent à la liberté de culte pourtant présent dans le document de référence de l'Instance, la plateforme de Mazafran !

Le patron de Pixcom CMC nous écrit

Ayant pris connaissance, ce matin, de l'article paru dans votre journal *Le Soir d'Algérie* sous le titre «Le Comité olympique algérien et Pixcom CMC», je tiens tout d'abord à vous en remercier et vous donner l'information suivante.

En ma qualité de président de Pixcom CMC, je vous informe que la Cour d'appel de Versailles a rendu son jugement le 29/09 dans le cadre du procès qui opposait Pixcom CMC, Alain Barbier à l'Acnoa et que l'Association des Comités nationaux olympiques africains (Acnoa) a été totalement déboutée de ses demandes et a perdu son procès contre moi et la société Pixcom CMC. Les manœuvres de Mustapha Berraf n'ont servi à rien et la Cour ne s'est pas laissée duper. Je tiens à votre disposition les informations et la copie du jugement si vous souhaitez exploiter cette information.

Alain Barbier

Un jour, un sondage



Pensez-vous qu'en matière de respect des horaires, Air Algérie s'est nettement améliorée ?

☐ OUI ☐ NON ☐ Sans opinion

Pensez-vous que Saadani dira tout demain, lors de la rencontre avec les mouhafedhs de son parti ?

Résultat sondage

OUI :	NON :	S. OPINION :
10,4%	80,6%	9%

SOIT DIT EN PASSANT

Un jour, le 5 Octobre !

Il est des jours comme ça où je ne sais plus vraiment si quelqu'un se souvient des émeutes du 5 Octobre 88, celles que d'aucuns aiment à qualifier d'explosion populaire, tandis que ses promoteurs, les vrais, savent qu'il n'y avait rien de spontané à cette colère. Même si, supportée de main de maître au départ, la fureur a dépassé les prévisions de ses concepteurs.

A cette époque où un seul parti régnait sur la respiration des Algériens et où la presse unique à laquelle un pouvoir bien autoritaire à son goût ne tolérât aucun dépassement, je travaillais à la Chaîne III de la Radio nationale. A cette dernière, plus qu'à d'autres, on ne passait rien. Le moindre souffle des journalistes ou animateurs était enregistré dans ce que l'on appelle dans le jargon «le moucharid». J'ignore si, aujourd'hui encore, ce dernier existe, mais je suppose que oui pour les

besoins de contrôle et de surveillance des services de sécurité. Tout se passait ainsi, en tout cas, dans les années 80 et 90.

Le moindre dérapage ou ce qui était considéré comme tel, y compris le fou rire à l'antenne, était dénoncé comme un égarement à sanctionner. On était plus en embuscade autour de cette chaîne francophone, traitée déjà par ceux qui officiaient sur la Chaîne I, arabophone, de *mesmar Dj'ha* ! On disait d'elle que lorsque la France avait «vidé» les lieux, elle avait fait en sorte d'y laisser son *hizb*. Et nous étions, donc, le «Hizb França» qui, malgré la forte présence de cerbères qui veillaient à faire respecter les recommandations du parti, faisait le plus rayonner la culture algérienne.

A la rédaction, nous travaillions par brigade, et le 5 Octobre de cette année-là, j'étais dans celle qui préparait le journal de 19 heures. Même si nous avions entendu dire qu'il se préparait

Par Malika Boussouf
malikaboussouf@yahoo.fr



quelque chose, nous n'étions pas autorisés à en faire état. En quittant le studio, nous avons appris que beaucoup d'édifices publics avaient été pris d'assaut puis dévastés, des routes étaient coupées. La police, au poste de garde, nous conseilla de ne pas bouger. Comment ne pas courir les rues après ce vent de liberté, malgré les odeurs de fumée ?

M. B.